



## RAPPORT DE GESTION

---

### TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE .....	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2017 .....	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS .....	3
INDICATEUR CLÉ DE RENDEMENT .....	6
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS .....	7
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ .....	10
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE .....	17
INFORMATIONS ADDITIONNELLES .....	24
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....	29

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du deuxième trimestre 2017 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est une société de gestion détenant une participation dans Québecor Média inc., l'un des plus importants conglomérats de télécommunications et de médias du Canada.

Québecor Média inc. exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, Sports et divertissement. Québecor Média inc. déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés et la maximisation de la valeur de ses contenus au profit de multiples plateformes de distribution. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » désignent Québecor inc. et ses filiales et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Le 6 juillet 2017, Québecor Média a racheté pour annulation 541 899 de ses actions ordinaires détenues par CDP Capital d'Amérique Investissement inc. (« CDP Capital »), une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour un prix d'achat global de 37,7 M\$, payable en espèces. À la même date, Québecor Média a également effectué le paiement d'un titre détenu par CDP Capital pour un montant de 6,2 M\$. À la suite de ces transactions, la participation de la Société dans Québecor Média est passée de 81,07 % à 81,53 %.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2016. Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire.

Dans le présent rapport de gestion, seules les activités d'exploitation poursuivies de Québecor sont considérées dans l'analyse des résultats d'exploitation sectoriels.

## FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2017

- Les revenus de Québecor ont totalisé 1,03 G\$ au deuxième trimestre 2017, en hausse de 39,6 M\$ (4,0 %) par rapport à la même période de 2016.

### Télécommunications

- Au deuxième trimestre 2017, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 39,7 M\$ (5,1 %) de ses revenus et de 26,3 M\$ (7,3 %) de son bénéfice d'exploitation ajusté.
- Progression importante des revenus de Vidéotron ltée (« Vidéotron ») au deuxième trimestre 2017 en téléphonie mobile (26,8 M\$ ou 21,8 %), en accès Internet (13,9 M\$ ou 5,7 %), pour les services affaires (4,6 M\$ ou 17,1 %) et le service de vidéo sur demande par abonnement Club illico (« Club illico ») (2,4 M\$ ou 32,4 %).
- Augmentation de 32 400 lignes (3,5 %) en téléphonie mobile au deuxième trimestre 2017 et hausse de 13 100 clients (4,0 %) au Club illico.
- Revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA ») de Vidéotron de 153,28 \$ au deuxième trimestre 2017, contre 143,01 \$ à la même période de 2016, soit une croissance de 10,27 \$ (7,2 %).
- Le 24 juillet 2017, Vidéotron a vendu à Shaw Communications Inc. sept licences de spectre sans fil dans les bandes de 2500 MHz et de 700 MHz détenues à l'extérieur du Québec, pour une contrepartie en espèces de 430,0 M\$. Trois de ces licences d'exploitation dans la bande de 700 MHz couvrent le sud de l'Ontario ainsi que la totalité des provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, tandis que quatre licences dans la bande de 2500 MHz couvrent les principaux grands centres urbains de ces provinces soit Toronto, Edmonton, Calgary et Vancouver.
- Le 20 juin 2017, Vidéotron a vendu à Rogers Communications Canada Inc. (« Rogers ») la licence de spectre relative aux services sans fil évolués (SSFE-1) détenue dans la grande région de Toronto, pour une contrepartie en espèces de 184,2 M\$, conformément à l'option de transfert dont bénéficiait Vidéotron depuis 2013.

### Média

- Au deuxième trimestre 2017, le secteur Média a affiché une croissance de 8,4 M\$ (121,7 %) de son bénéfice d'exploitation ajusté grâce principalement à la hausse des revenus publicitaires et d'abonnement des activités de télédiffusion.
- Le 14 juin 2017, Québecor Contenu a annoncé la conclusion d'une entente avec Blue Ant International, une division de Blue Ant Media, chef de file en distribution de contenus à l'échelle mondiale. Conformément à cette entente, Blue Ant International

fournira du contenu 4K aux plateformes Indigo, illico et Club illico de Vidéotron. Il s'agit d'une première sur le marché québécois.

- Au printemps 2017, la chaîne spécialisée TVA Sports a obtenu les meilleures cotes d'écoute sur le marché québécois pour une finale de la Coupe Stanley depuis 2008. Rappelons que les séries de la Coupe Stanley antérieures à 2014 étaient diffusées par un réseau concurrent. Lors de la série finale opposant les Penguins de Pittsburgh aux Predators de Nashville, l'auditoire a totalisé en moyenne 962 000 téléspectateurs, soit une part de marché de 36,6 %, et une pointe d'écoute atteignant jusqu'à 1,22 million de téléspectateurs.

### **Sports et divertissement**

- Le 4 avril 2017, Gestion d'événements GesteV inc. (« GesteV ») a annoncé l'acquisition de Wasabi atelier expérientiel inc., une agence marketing basée à Montréal. Cette acquisition permettra d'accroître l'expertise de GesteV en marketing expérientiel et en activation de commandite, en plus d'élargir son rayonnement sur le marché montréalais.

### **Opérations financières**

- Le 6 juillet 2017, Québecor Média a racheté pour annulation 541 899 de ses actions ordinaires détenues par CDP Capital pour un prix d'achat global de 37,7 M\$, payable en espèces. À la même date, Québecor Média a également effectué le paiement d'un titre détenu par CDP Capital pour un montant de 6,2 M\$. À la suite de ces transactions, la participation de la Société dans Québecor Média est passée de 81,07 % à 81,53 %, tandis que celle de CDP Capital dans Québecor Média a diminué de 18,93 % à 18,47 %.
- Le 4 mai 2017, Vidéotron a transféré tous les engagements bancaires existants sous sa facilité de crédit renouvelable non garantie à sa facilité de crédit renouvelable garantie, faisant passer la taille de sa facilité de crédit garantie de 630,0 M\$ à 965,0 M\$ et mettant ainsi fin à sa facilité de crédit non garantie.
- Le 1<sup>er</sup> mai 2017, Québecor Média a remboursé la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 325,0 M\$, émis le 5 janvier 2011 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,375 % et échéant le 15 janvier 2021, pour un prix de 102,458 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 31 mars 2017.
- Le 1<sup>er</sup> mai 2017, Vidéotron a remboursé un montant en capital global de 125,0 M\$ de ses billets de premier rang, émis le 5 juillet 2011 et en circulation, portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant le 15 juillet 2021, pour un prix de 103,438 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 31 mars 2017. Ce rachat fait suite au remboursement, le 5 janvier 2017, d'une première tranche de ces billets pour un montant de 175,0 M\$, conformément à un avis émis le 2 décembre 2016.
- Le 13 avril 2017, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 600,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5,125 % et échéant le 15 avril 2027, pour un produit net de 794,5 M\$, déduction faite des frais de financement de 9,9 M\$.

## **MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS**

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

### **Bénéfice d'exploitation ajusté**

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments, le gain sur vente de licences de spectre, la perte sur refinancement de dettes, les impôts sur le bénéfice et le bénéfice lié aux activités abandonnées. Le bénéfice d'exploitation ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans

Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le bénéfice d'exploitation ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média, sont également utilisées par la Société. La définition du bénéfice d'exploitation ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

**Tableau 1**  
**Rapprochement du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**  
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e) :				
Télécommunications	388,8	\$ 362,5	\$ 765,9	\$ 721,2
Média	15,3	6,9	12,4	4,2
Sports et divertissement	(5,5)	(4,1)	(5,6)	(4,9)
Siège social	(3,3)	(5,0)	(12,3)	(5,5)
	<b>395,3</b>	360,3	<b>760,4</b>	715,0
Amortissement	(173,3)	(161,7)	(343,1)	(323,4)
Frais financiers	(78,9)	(80,1)	(156,0)	(160,9)
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	(39,1)	(56,4)	(111,5)	(49,8)
Restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments	(11,8)	(5,6)	(0,9)	(13,5)
Gain sur vente de licences de spectre	87,8	–	87,8	–
Perte sur refinancement de dettes	–	–	(15,6)	–
Impôts sur le bénéfice	(12,7)	(31,3)	(38,1)	(59,0)
Bénéfice lié aux activités abandonnées	8,4	–	8,4	–
<b>Bénéfice net</b>	<b>175,7</b>	\$ 25,2	\$ 191,4	\$ 108,4

### Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments, le gain sur vente de licences de spectre, la perte sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements et avant le bénéfice lié aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluer le bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

**Tableau 2**

**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	83,2	\$ 69,9	\$ 154,1	\$ 137,6
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	(39,1)	(56,4)	(111,5)	(49,8)
Restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments	(11,8)	(5,6)	(0,9)	(13,5)
Gain sur vente de licences de spectre	87,8	–	87,8	–
Perte sur refinancement de dettes	–	–	(15,6)	–
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements <sup>1</sup>	26,3	1,1	32,4	3,2
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	(20,8)	0,8	(20,9)	2,2
Activités abandonnées	6,8	–	6,8	–
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>132,4</b>	<b>\$ 9,8</b>	<b>\$ 132,2</b>	<b>\$ 79,7</b>

<sup>1</sup> Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

**Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs**

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif (exclusion faite des produits de l'aliénation de licences). La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, la distribution de capital versé par Québecor Média, le remboursement de la dette à long terme et le rachat de participations ne donnant pas le contrôle. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. La définition des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises. Les tableaux 7 et 8 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média**

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de la filiale selon les IFRS, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif (exclusion faite des produits de l'aliénation de licences). Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, la distribution de capital versé, le remboursement de la dette à long terme et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de

trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 8 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

## **INDICATEUR CLÉ DE RENDEMENT**

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement qui est fréquemment utilisé dans l'industrie, soit le RMPA. Cet indicateur sert à mesurer les revenus mensuels générés par la télévision par câble, l'accès Internet, la téléphonie par câble et mobile et Club illico, par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet, de téléphonie par câble et mobile, et de Club illico, par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période visée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

## ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUÉBECOR

### Comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016

**Revenus** de 1,03 G\$, en hausse de 39,6 M\$ (4,0 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (39,7 M\$ ou 5,1 % des revenus du secteur) et Média (1,8 M\$ ou 0,8 %).
- Diminution dans le secteur Sports et divertissement (-2,7 M\$ ou -40,3 %).

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 395,3 M\$, en hausse de 35,0 M\$ (9,7 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (26,3 M\$ ou 7,3 % du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur) et Média (8,4 M\$ ou 121,7 %).
- Écart défavorable dans le secteur Sports et divertissement (1,4 M\$).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart défavorable de 2,9 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au deuxième trimestre 2017, par rapport à la même période de 2016. Par ailleurs, les variations de juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart favorable de 4,1 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au deuxième trimestre 2017.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 132,4 M\$ (1,09\$ par action de base) au deuxième trimestre 2017, contre 9,8 M\$ (0,08 \$ par action de base) à la même période de 2016, soit une hausse de 122,6 M\$ (1,01 \$ par action de base).

- Cet écart favorable s'explique surtout par :
  - le gain de 87,8 M\$ sur la vente d'une licence de spectre comptabilisé au deuxième trimestre 2017, dont 43,9 M\$ sans incidence fiscale ;
  - la hausse de 35,0 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté ;
  - un écart favorable de 17,3 M\$ au chapitre de la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 19,8 M\$ sans incidence fiscale ;
  - la diminution de 18,6 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
  - l'écart favorable de 8,4 M\$ au chapitre du bénéfice lié aux activités abandonnées.

Contrebalancés en partie par :

- l'augmentation de 11,6 M\$ de la charge d'amortissement ;
- l'écart défavorable de 6,2 M\$ lié à la charge de restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments.

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 83,2 M\$ (0,69 \$ par action de base) au deuxième trimestre 2017, contre 69,9 M\$ (0,57 \$ par action de base) à la même période de 2016, soit une hausse de 13,3 M\$ (0,12 \$ par action de base).

**Charge d'amortissement** de 173,3 M\$ au deuxième trimestre 2017, soit une augmentation de 11,6 M\$ qui s'explique principalement par l'impact des investissements en immobilisations effectués dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des immobilisations relatives aux investissements dans les réseaux filaires et sans fil, ainsi que dans les systèmes informatiques.

**Frais financiers** de 78,9 M\$ au deuxième trimestre 2017, en baisse de 1,2 M\$, qui s'explique principalement par un niveau moyen d'endettement moins élevé et par l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme due aux refinancements effectués à des taux d'intérêt inférieurs.

**Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers** de 39,1 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 56,4 M\$ à la même période de 2016, soit un écart favorable de 17,3 M\$ qui s'explique essentiellement par la variation favorable de 19,8 M\$, sans incidence fiscale, de la perte et du gain sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles.

**Charge de restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments** de 11,8 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 5,6 M\$ à la même période de 2016, soit un écart défavorable de 6,2 M\$.

- Au cours du deuxième trimestre 2017, une charge nette de 11,8 M\$ a été comptabilisée relativement à différentes mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société et à la migration des clients des services analogiques vers les services numériques dans le secteur Télécommunications (5,6 M\$ au deuxième trimestre 2016).

**Gain sur vente de licences de spectre** de 87,8 M\$ au deuxième trimestre 2017.

- Le 20 juin 2017, Vidéotron a vendu à Rogers la licence de spectre relative aux SSFE-1 détenue dans la grande région de Toronto, pour une contrepartie en espèces de 184,2 M\$, conformément à l'option de transfert dont bénéficiait Vidéotron depuis 2013. Un gain de 87,8 M\$ a été comptabilisé relativement à la vente de cette licence.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 12,7 M\$ au deuxième trimestre 2017 (taux d'imposition effectif de 7,3 %), contre 31,3 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,4 %) à la même période de 2016, soit un écart favorable de 18,6 M\$, qui s'explique principalement par la reconnaissance d'avantages découlant de pertes fiscales d'années antérieures, contrebalancée par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales.

### **Comparaison des premiers semestres 2017 et 2016**

**Revenus** de 2,03 G\$, en hausse de 60,6 M\$ (3,1 %).

- Augmentation dans le secteur Télécommunications (67,1 M\$ ou 4,3 % des revenus du secteur).
- Diminution dans les secteurs Média (8,5 M\$ ou -1,9 %) et Sports et divertissement (1,6 M\$ ou -9,4 %).

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 760,4 M\$, en hausse de 45,4 M\$ (6,3 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (44,7 M\$ ou 6,2 % du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur) et Média (8,2 M\$ ou 195,2 %).
- Écart défavorable dans le secteur Sports et divertissement (0,7 M\$) et au siège social (6,8 M\$), expliqué principalement, dans ce dernier cas, par une hausse des coûts de rémunération et des activités philanthropiques.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart défavorable de 2,2 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au premier semestre 2017, par rapport à la même période de 2016. Par ailleurs, les variations de juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart défavorable de 0,5 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier semestre 2017.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 132,2 M\$ (1,09 \$ par action de base) au premier semestre 2017, contre 79,7 M\$ (0,65 \$ par action de base) à la même période de 2016, soit une hausse de 52,5 M\$ (0,44 \$ par action de base).

- Cet écart favorable s'explique surtout par :
  - le gain de 87,8 M\$ sur la vente d'une licence de spectre comptabilisé au premier semestre 2017, dont 43,9 M\$ sans incidence fiscale ;
  - la hausse de 45,4 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté ;
  - la diminution de 20,9 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
  - l'écart favorable de 12,6 M\$ lié à la charge de restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments ;
  - l'écart favorable de 8,4 M\$ au chapitre du bénéfice lié aux activités abandonnées ;
  - la diminution de 4,9 M\$ des frais financiers.

Contrebalancés en partie par :

- un écart défavorable de 61,7 M\$ au chapitre de la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 60,7 M\$ sans incidence fiscale ;
- l'augmentation de 19,7 M\$ de la charge d'amortissement ;
- l'écart défavorable de 15,6 M\$ relativement à la perte sur refinancement de dettes.



**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 154,1 M\$ (1,27 \$ par action de base) au premier semestre 2017, contre 137,6 M\$ (1,12 \$ par action de base) à la même période de 2016, soit une hausse de 16,5 M\$ (0,15 \$ par action de base).

**Charge d'amortissement** de 343,1 M\$, soit une augmentation de 19,7 M\$ qui s'explique essentiellement par les raisons évoquées dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016.

**Frais financiers** de 156,0 M\$, en baisse de 4,9 M\$, qui s'explique principalement par un niveau moyen d'endettement moins élevé et par l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme due aux refinancements effectués à des taux d'intérêt inférieurs.

**Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers** de 111,5 M\$ au premier semestre 2017, contre 49,8 M\$ à la même période de 2016, soit un écart défavorable de 61,7 M\$ qui s'explique essentiellement par la variation défavorable de 60,7 M\$, sans incidence fiscale, de la perte et du gain sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles.

**Charge de restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments** de 0,9 M\$ au premier semestre 2017, contre 13,5 M\$ à la même période de 2016, soit un écart favorable de 12,6 M\$.

- Au cours du premier semestre 2017, une charge nette de 0,9 M\$ a été comptabilisée relativement à différentes mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société, à la migration des clients des services analogiques vers les services numériques dans le secteur Télécommunications et à des développements dans le cadre de litiges (13,5 M\$ au premier semestre 2016).

**Gain sur vente de licences de spectre** de 87,8 M\$ au premier semestre 2017, tel qu'expliqué dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016.

**Perte sur refinancement de dettes** de 15,6 M\$ au premier semestre 2017.

- Conformément à un avis émis le 31 mars 2017, Vidéotron a remboursé, le 1<sup>er</sup> mai 2017, un montant en capital global de 125,0 M\$ de ses billets de premier rang, émis le 5 juillet 2011 et en circulation, portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant le 15 juillet 2021, pour un prix de 103,438 % du montant nominal. Une perte de 5,2 M\$ a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats du premier semestre 2017 relativement à ce remboursement.
- Conformément à un avis émis le 31 mars 2017, Québecor Média a remboursé, le 1<sup>er</sup> mai 2017, la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 325,0 M\$ émis le 5 janvier 2011 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,375 % et échéant le 15 janvier 2021, pour un prix de 102,458 % du montant nominal. Une perte de 10,4 M\$ a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats du premier semestre 2017 relativement à ce remboursement.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 38,1 M\$ au premier semestre 2017 (taux d'imposition effectif de 14,1 %), contre 59,0 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,2 %) à la même période de 2016, soit un écart favorable de 20,9 M\$, qui s'explique principalement par la reconnaissance d'avantages découlant de pertes fiscales d'années antérieures, contrebalancée par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales.

## ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Télécommunications

#### Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2017

**Revenus** de 820,1 M\$ au deuxième trimestre 2017, soit une progression de 39,7 M\$ (5,1 %).

- Revenus du service de téléphonie mobile de 149,6 M\$, soit une progression de 26,8 M\$ (21,8 %) due pour l'essentiel à la croissance du nombre de lignes et à la hausse du revenu net par ligne.
- Revenus des services d'accès Internet de 256,7 M\$, en hausse de 13,9 M\$ (5,7 %). Cet écart favorable s'explique par l'augmentation des revenus par client, dont l'incidence favorable d'une combinaison de produits et de la hausse de certains tarifs, par la hausse de la clientèle et par la diminution des escomptes, contrebalancés en partie par la diminution des surcharges liées à la consommation.
- Revenus totaux des services de télédistribution de 252,9 M\$, soit une diminution de 2,1 M\$ (-0,8 %) principalement due à l'impact de la baisse nette du nombre de clients et à la hausse des escomptes, contrebalancés en partie par l'augmentation des revenus générés par la location de terminaux numériques et par l'augmentation des revenus par client, dont l'incidence favorable de la hausse de certains tarifs.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 100,2 M\$, en baisse de 6,4 M\$ (-6,0 %), principalement dû à l'impact de la diminution nette du nombre de lignes et à la baisse des revenus interurbains, contrebalancés en partie par la baisse des escomptes et par la hausse du revenu par ligne.
- Revenus de Club illico de 9,8 M\$, en hausse de 2,4 M\$ (32,4 %), en raison essentiellement de l'augmentation de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 31,5 M\$, en hausse de 4,6 M\$ (17,1 %), principalement due à l'impact de la croissance des revenus de 4Degrés Colocation inc. (« 4Degrés Colocation ») et de Fibrenoire inc. (« Fibrenoire »).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 15,5 M\$, en hausse de 0,6 M\$ (4,0 %).
- Revenus de la chaîne de magasins Le SuperClub Vidéotron Itée (« Le SuperClub Vidéotron ») stables à 1,7 M\$.
- Autres revenus de 2,3 M\$, en baisse de 0,1 M\$ (-4,2 %).

**RMPA** de Vidéotron de 153,28 \$ au deuxième trimestre 2017, contre 143,01 \$ à la même période de 2016, soit une croissance de 10,27 \$ (7,2 %).

#### Statistiques de clientèles

*Unités de service* – Au 30 juin 2017, le nombre total d'unités de service s'établissait à 5 795 800, soit une hausse de 400 unités par rapport à la fin du premier trimestre 2017, contre une diminution de 16 900 au deuxième trimestre 2016 (tableau 3). Le nombre d'unités de service a augmenté de 147 400 (2,6 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2017. Les unités de service représentent la somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et de Club illico, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie par câble et en téléphonie mobile.

*Téléphonie mobile* – Au 30 juin 2017, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 953 300, soit une augmentation de 32 400 lignes (3,5 %) par rapport à la fin du premier trimestre 2017, contre une hausse de 33 200 au deuxième trimestre 2016. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 124 400 (15,0 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2017 (tableau 3).

*Accès Internet par câble* – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 627 200 au 30 juin 2017, en baisse de 900 clients (-0,1 %) au deuxième trimestre 2017, contre une baisse de 6 400 clients à la même période de 2016. Pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2017, le service d'accès Internet par câble a recruté 55 500 clients (3,5 %) (tableau 3). Au 30 juin 2017, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 56,9 %, contre 55,6 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences et entreprises desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 859 200 au 30 juin 2017, contre 2 825 300 un an plus tôt).

*Télédistribution* – Le nombre de clients pour l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 23 900 (-1,4 %) au deuxième trimestre 2017, contre une baisse de 24 500 clients à la même période de 2016, et a diminué de 40 800 clients (-2,4 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2017 (tableau 3). À la fin du deuxième trimestre 2017, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 656 700 clients, soit un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 57,9 %, contre 60,1 % un an plus tôt.

- Au 30 juin 2017, le service illico télé numérique desservait 1 596 800 clients, soit une hausse de 1 700 clients (0,1 %) au deuxième trimestre 2017, contre une diminution de 9 100 clients à la même période de 2016. Sur une période de 12 mois, le service de télé numérique a recruté 37 000 clients (2,4 %). Au 30 juin 2017, le taux de pénétration des résidences et entreprises câblées pour ce service s'élevait à 55,8 %, contre 55,2 % un an plus tôt.
- Le service de télédistribution analogique a enregistré une baisse de 25 600 clients (-29,9 %) au deuxième trimestre 2017, contre une diminution de 15 400 clients à la même période de 2016. Sur une période de 12 mois, la baisse a été de 77 800 clients. Le déclin accru s'explique surtout par l'accélération de la migration des clients du service analogique vers le numérique.

*Téléphonie par câble* – Au 30 juin 2017, ce service comptait 1 221 000 lignes, soit une baisse de 20 300 (-1,6 %) au deuxième trimestre 2017, contre une diminution de 20 300 lignes à la même période de 2016. Le nombre de lignes à ce service a diminué de 63 000 (-4,9 %) sur une période de 12 mois (tableau 3). Au 30 juin 2017, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 42,7 %, contre 45,4 % un an plus tôt.

*Club illico* – Au 30 juin 2017, le nombre de clients à Club illico s'élevait 337 600, soit une augmentation de 13 100 clients (4,0 %) au deuxième trimestre 2017, contre une hausse de 1 100 clients à la même période de 2016. Le nombre de clients à ce service a augmenté de 71 300 (26,8 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2017 (tableau 3).

### Tableau 3

#### Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres (en milliers de clients)

	Jun 2017	Mars 2017	Déc. 2016	Sept. 2016	Jun 2016	Mars 2016	Déc. 2015	Sept. 2015
Téléphonie mobile <sup>1</sup>	953,3	920,9	893,9	867,7	828,9	795,7	768,6	742,5
Internet par câble	1 627,2	1 628,1	1 612,8	1 596,1	1 571,7	1 578,1	1 568,2	1 559,5
Télédistribution :								
Analogique	59,9	85,5	103,8	124,9	137,7	153,1	166,3	181,3
Numérique	1 596,8	1 595,1	1 587,1	1 570,8	1 559,8	1 568,9	1 570,6	1 564,6
	1 656,7	1 680,6	1 690,9	1 695,7	1 697,5	1 722,0	1 736,9	1 745,9
Téléphonie par câble <sup>1</sup>	1 221,0	1 241,3	1 253,1	1 265,1	1 284,0	1 304,3	1 316,3	1 329,5
Club illico	337,6	324,5	314,7	278,5	266,3	265,2	257,5	228,5
<b>Total (unités de service)</b>	<b>5 795,8</b>	<b>5 795,4</b>	<b>5 765,4</b>	<b>5 703,1</b>	<b>5 648,4</b>	<b>5 665,3</b>	<b>5 647,5</b>	<b>5 605,9</b>

<sup>1</sup> En milliers de lignes

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 388,8 M\$, en hausse de 26,3 M\$ (7,3 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- l'impact de la hausse de la perte sur la vente d'appareils mobiles, atténué en partie par l'incidence favorable des forfaits de type « apportez votre appareil ».

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 52,6 % au deuxième trimestre 2017, contre 53,5 % à la même période de 2016, expliqué principalement par la composante fixe de ces coûts, qui ne fluctue pas en proportion de la croissance des revenus.

### Résultats d'exploitation du premier semestre 2017

**Revenus** de 1,62 G\$, soit une hausse de 67,1 M\$ (4,3 %) essentiellement attribuable aux facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2017.

- Revenus du service de téléphonie mobile de 292,5 M\$, en hausse de 53,3 M\$ (22,3 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 507,1 M\$, en hausse de 22,6 M\$ (4,7 %).
- Revenus totaux des services de télédistribution de 504,1 M\$, soit une baisse de 11,3 M\$ (-2,2 %).

- Revenus du service de téléphonie par câble de 202,8 M\$, soit une diminution de 11,3 M\$ (-5,3 %).
- Revenus de Club illico de 18,8 M\$, en hausse de 3,8 M\$ (25,3 %).
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 62,9 M\$, en hausse de 10,3 M\$ (19,6 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 23,8 M\$, en hausse de 0,4 M\$ (1,7 %).
- Revenus de la chaîne de magasins Le SuperClub Vidéotron de 3,3 M\$, en baisse 0,2 M\$ (-5,7 %), qui s'explique surtout par l'impact de la fermeture de magasins.
- Autres revenus de 4,7 M\$, soit une baisse de 0,6 M\$ (-11,3 %).

**RMPA** de Vidéotron de 151,38 \$ au premier semestre 2017, contre 142,19 \$ à la même période de 2016, en hausse de 9,19 \$ (6,5 %).

### **Statistiques de clientèle**

*Unités de service* – Hausse de 30 400 unités de service (0,5 %) au premier semestre 2017, contre une augmentation de 900 unités de service à la même période de 2016.

*Téléphonie mobile* – Augmentation de 59 400 lignes (6,6 %) au premier semestre 2017, contre une hausse de 60 300 lignes à la même période de 2016.

*Accès Internet par câble* – Hausse de 14 400 clients (0,9 %) au service d'accès Internet par câble, contre une augmentation de 3 500 clients à la période correspondante de 2016.

*Télédistribution* – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 34 200 (-2,0 %) au premier semestre 2017, contre une diminution de 39 400 clients à la même période de 2016.

- Hausse de 9 700 clients (0,6 %) au service illico télé numérique au premier semestre 2017, contre une diminution de 10 800 clients à la même période de 2016.
- Le service de télédistribution analogique a perdu 43 900 clients (-42,3 %), contre une perte de 28 600 clients au premier semestre 2016. Le déclin accru s'explique surtout par l'accélération de la migration des clients du service analogique vers le numérique.

*Téléphonie par câble* – Diminution de 32 100 lignes (-2,6 %) au premier semestre 2017, contre une baisse de 32 300 lignes à la même période de 2016.

*Club illico* – Augmentation de 22 900 clients (7,3 %) au premier semestre 2017, contre une hausse de 8 800 clients à la même période de 2016.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 765,9 M\$, en hausse de 44,7 M\$ (6,2 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- l'impact de la hausse de la perte sur la vente d'appareils mobiles, atténué en partie par l'incidence favorable des forfaits de type « apportez votre appareil ».

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 52,7 % au premier semestre 2017, contre 53,6 % à la même période de 2016, expliqué principalement par la composante fixe de ces coûts, qui ne fluctue pas en proportion de la croissance des revenus.

### **Flux de trésorerie d'exploitation**

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 217,4 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 140,8 M\$ à la même période de 2016 (tableau 4).

- Cette augmentation de 76,6 M\$ s'explique par la diminution de 50,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, dont la baisse des investissements dans 4Degrés Colocation et dans le réseau LTE, et par la progression de 26,3 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 399,5 M\$ au premier semestre 2017, contre 301,7 M\$ à la même période de 2016 (tableau 4).

- Cette augmentation de 97,8 M\$ s'explique par la diminution de 53,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, dont la baisse des investissements dans 4Degrés Colocation et dans le réseau LTE, et par la progression de 44,7 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté.

#### **Tableau 4 : Télécommunications**

##### **Flux de trésorerie d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice d'exploitation ajusté	<b>388,8</b> \$	362,5 \$	<b>765,9</b> \$	721,2 \$
Acquisitions d'immobilisations	<b>(147,2)</b>	(196,3)	<b>(309,0)</b>	(355,9)
Acquisitions d'actifs incorporels	<b>(24,8)</b>	(26,0)	<b>(58,4)</b>	(64,6)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif (exclusion faite des produits de l'aliénation de licences)	<b>0,6</b>	0,6	<b>1,0</b>	1,0
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>217,4</b> \$	140,8 \$	<b>399,5</b> \$	301,7 \$

## **Média**

### **Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2017**

**Revenus** de 231,0 M\$ au deuxième trimestre 2017, en hausse de 1,8 M\$ (0,8 %).

- Augmentation de 12,2 M\$ (11,6 %) des revenus des activités de télédiffusion, expliquée principalement par :
  - une progression des revenus publicitaires de TVA Sports et du Réseau TVA ;
  - une hausse des revenus d'abonnement de TVA Sports.
- Hausse de 1,5 M\$ (11,8 %) des revenus cinématographiques et audiovisuels, expliquée principalement par la croissance des revenus de location de studios et d'équipements due au nombre supérieur de tournages au deuxième trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016.
- Revenus d'édition de journaux en baisse de 4,3 M\$ (-8,4 %).
  - Revenus publicitaires en baisse de 14,4 % ; revenus de tirage en baisse de 7,4 % ; revenus numériques stables ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 1,8 %.
- Diminution de 5,5 M\$ (-18,8 %) des revenus d'édition de magazines, expliquée principalement par :
  - la baisse des revenus publicitaires ;
  - l'impact de la fermeture de titres ;
  - la baisse des revenus d'édition sur mesure ;
  - la diminution des revenus d'abonnement et en kiosque.
- Hausse de 0,4 M\$ (9,3 %) des revenus de Québecor Média Affichage, essentiellement en raison de la hausse des revenus publicitaires.
- Diminution de 0,1 M\$ (-0,4 %) des revenus de distribution et d'édition de livres.
- Baisse de 1,3 M\$ (-13,1 %) des revenus de distribution et de production de musique, surtout en raison de la diminution des revenus de distribution.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 15,3 M\$ au deuxième trimestre 2017, en hausse de 8,4 M\$ (121,7 %).

- Écart favorable de 7,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté des activités de télédiffusion, qui s'explique par :
  - l'impact de la hausse des revenus publicitaires de TVA Sports et du Réseau TVA ;
  - l'incidence de la hausse des revenus d'abonnement de TVA Sports.Contrebalancés en partie par :
  - la hausse des frais d'exploitation du Réseau TVA, dont les coûts de contenu et de main-d'œuvre ;
  - l'augmentation des coûts de contenu de TVA Sports.
- Hausse de 1,1 M\$ (122,2 %) du bénéfice d'exploitation ajusté provenant des activités cinématographiques et audiovisuelles, expliquée principalement par l'impact de la hausse des revenus.
- Diminution de 2,5 M\$ (-65,8 %) du bénéfice d'exploitation ajusté pour l'édition de journaux qui s'explique par :
  - l'impact de la baisse des revenus, contrebalancé en partie par l'incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation ajusté de la réduction des frais d'exploitation, dont l'impact des mesures de restructuration et la baisse des coûts de distribution.
- Bénéfice d'exploitation ajusté des activités d'édition de magazines stable. La baisse des revenus a été contrebalancée par la réduction des coûts liés aux mesures de restructuration.
- Hausse de 0,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté de Québecor Média Affichage, dû principalement à l'impact de la hausse des revenus.
- Augmentation de 1,6 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté de distribution et d'édition de livres. L'impact de la hausse des revenus et des marges en édition scolaire, de même que la baisse des frais d'exploitation en distribution et en littérature générale, ont plus que contrebalancé l'impact de la baisse des revenus en littérature générale et en distribution.
- Écart défavorable de 0,3 M\$ de la perte d'exploitation ajustée de distribution et de production de musique, dû principalement à l'impact de la baisse des revenus.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 93,4 % au deuxième trimestre 2017, contre 97,0 % à la même période de 2016. Cette diminution est surtout attribuable à l'importance, en télédiffusion, de la composante fixe de ces coûts qui ne fluctue pas en proportion de la croissance des revenus, de même qu'à l'impact des mesures de restructuration et de réduction de coûts.

### **Résultats d'exploitation du premier semestre 2017**

**Revenus** de 441,8 M\$ au premier semestre 2017, en baisse de 8,5 M\$ (-1,9 %).

- Augmentation de 17,0 M\$ (8,1 %) des revenus des activités de télédiffusion, expliquée essentiellement par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2017.
- Diminution de 2,4 M\$ (-8,5 %) des revenus cinématographiques et audiovisuels, expliquée principalement par la baisse de revenus de location de studios et d'équipements due au nombre inférieur de tournages d'envergure au premier semestre 2017 par rapport à la même période de 2016, contrebalancée en partie par une hausse des revenus d'effets visuels, de doublage et de postproduction.
- Revenus d'édition de journaux en baisse de 9,0 M\$ (-8,9 %).
  - Revenus publicitaires en baisse de 15,5 % ; revenus de tirage en baisse de 6,6 % ; revenus numériques en baisse de 4,5 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 2,7 %.
- Les revenus d'édition de magazines ont diminué de 11,5 M\$ (-20,3 %) au premier semestre 2017, qui s'explique essentiellement par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2017.
- Hausse de 0,5 M\$ (7,6 %) des revenus de Québecor Média Affichage, surtout attribuable à la hausse des revenus publicitaires.
- Diminution de 0,8 M\$ (-1,9 %) des revenus de distribution et d'édition de livres, expliquée principalement par la baisse des activités de distribution en grande diffusion et en librairie, ainsi que par le recul des ventes en littérature générale, contrebalancées par une augmentation des revenus en édition scolaire.

- Baisse de 3,1 M\$ (-15,3 %) des revenus de distribution et production de musique, surtout en raison de la diminution des revenus de distribution.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 12,4 M\$ au premier semestre 2017, en hausse de 8,2 M\$ (195,2 %).

- Écart favorable de 12,0 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté des activités de télédiffusion, qui s'explique essentiellement par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2017.
- Diminution de 2,7 M\$ (-87,1 %) du bénéfice d'exploitation ajusté provenant des activités cinématographiques et audiovisuelles, expliqué principalement par l'impact de la baisse des revenus.
- Baisse de 2,3 M\$ (-60,5 %) du bénéfice d'exploitation ajusté pour l'édition de journaux qui s'explique par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2017.
- Bénéfice d'exploitation ajusté des activités d'édition de magazines en baisse de 1,7 M\$ (-28,3 %). Cette diminution s'explique surtout par l'impact de la baisse des revenus, contrebalancée en bonne partie par la diminution des frais d'exploitation, dont les frais d'impression, de production et de marketing, de même que les réductions de coûts liées aux mesures de restructuration.
- Perte d'exploitation ajustée de Québecor Média Affichage en baisse de 0,4 M\$, due à l'impact de la hausse des revenus.
- Écart favorable de 1,9 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté de distribution et d'édition de livres, expliqué essentiellement par les raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2017.
- Écart défavorable de 0,4 M\$ de la perte d'exploitation ajustée de distribution et de production de musique, dû principalement à l'impact de la baisse des revenus.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 97,2 % au premier semestre 2017, contre 99,1 % à la même période de 2016. Cette diminution est surtout attribuable à l'importance, en télédiffusion, de la composante fixe de ces coûts qui ne fluctue pas en proportion de la croissance des revenus et à l'impact des mesures de restructuration et de réduction de coûts.

### Flux de trésorerie d'exploitation

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 5,9 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre des flux négatifs de 1,6 M\$ à la même période de 2016 (tableau 5). Cet écart favorable de 7,5 M\$ s'explique par la hausse de 8,4 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté, contrebalancée en partie par une augmentation de 0,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** négatifs de 4,1 M\$ au premier semestre 2017, contre des flux négatifs de 19,8 M\$ à la même période de 2016 (tableau 5). Cet écart favorable de 15,7 M\$ s'explique par la hausse de 8,2 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté, jumelée à la baisse de 7,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

#### **Tableau 5 : Média**

##### **Flux de trésorerie d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice d'exploitation ajusté	15,3 \$	6,9 \$	12,4 \$	4,2 \$
Acquisitions d'immobilisations	(6,8)	(5,1)	(12,8)	(18,8)
Acquisitions d'actifs incorporels	(2,6)	(3,4)	(3,7)	(5,2)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>5,9 \$</b>	<b>(1,6) \$</b>	<b>(4,1) \$</b>	<b>(19,8) \$</b>

## Sports et divertissement

### Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2017

**Revenus** de 4,0 M\$ au deuxième trimestre 2017, soit une baisse de 2,7 M\$ (-40,3 %) qui s'explique principalement par :

- une diminution des revenus de spectacles, d'événements et de hockey au deuxième trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016.

**Perte d'exploitation ajustée** de 5,5 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 4,1 M\$ à la même période de 2016, soit un écart défavorable de 1,4 M\$, principalement attribuable à l'impact de la baisse des revenus.

### Résultats d'exploitation du premier semestre 2017

**Revenus** de 15,4 M\$, soit une baisse de 1,6 M\$ (-9,4 %) par rapport à la même période de 2016, expliquée principalement par :

- une diminution des revenus de spectacles, d'événements et de hockey au premier semestre 2017 par rapport à la même période de 2016.

Contrebalancée par :

- l'augmentation des revenus d'événements sportifs chez GesteV.

**Perte d'exploitation ajustée** de 5,6 M\$ au premier semestre 2017, contre 4,9 M\$ à la même période de 2016, soit un écart défavorable de 0,7 M\$ expliqué principalement par l'impact de la baisse des revenus.

### Flux de trésorerie d'exploitation

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** négatifs de 5,9 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre des flux négatifs de 4,7 M\$ à la même période de 2016 (tableau 6). Cet écart défavorable de 1,2 M\$ s'explique surtout par la hausse de 1,4 M\$ de la perte d'exploitation ajustée.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** négatifs de 6,1 M\$ au premier semestre 2017, contre des flux négatifs de 6,4 M\$ à la même période de 2016 (tableau 6). La diminution de 1,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels a été contrebalancée en partie par la hausse de 0,7 M\$ de la perte d'exploitation ajustée.

#### Tableau 6 : Sports et divertissement

##### Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Perte d'exploitation ajustée	(5,5) \$	(4,1) \$	(5,6) \$	(4,9) \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,4)	(0,6)	(0,5)	(1,2)
Acquisitions d'actifs incorporels	-	-	-	(0,3)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>(5,9) \$</b>	<b>(4,7) \$</b>	<b>(6,1) \$</b>	<b>(6,4) \$</b>



## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société, ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

### Exploitation

#### *Deuxième trimestre 2017*

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies** de 332,9 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 240,6 M\$ à la même période de 2016.

- Cette augmentation de 92,3 M\$ s'explique surtout par :
  - la diminution de 32,4 M\$ des impôts exigibles due à la reconnaissance d'avantages fiscaux ;
  - l'écart favorable de 28,7 M\$ de la variation des actifs et passifs d'exploitation hors trésorerie, principalement attribuable aux variations favorables au chapitre des créditeurs, charges et provisions à payer du secteur Télécommunications, contrebalancées en partie par la variation défavorable des impôts sur le bénéfice à payer ;
  - les hausses respectives de 26,3 M\$ et de 8,4 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté des secteurs Télécommunications et Média.

Contrebalancés par :

- l'écart défavorable de 6,2 M\$ relatif à la portion monétaire liée à la charge de restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments.

#### *Premier semestre 2017*

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies** de 480,2 M\$ au premier semestre 2017, contre 460,1 M\$ à la même période de 2016.

- Cette augmentation de 20,1 M\$ s'explique surtout par :
  - la diminution de 67,2 M\$ des impôts exigibles due à la reconnaissance d'avantages fiscaux ;
  - les hausses respectives de 44,7 M\$ et de 8,2 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté des secteurs Télécommunications et Média ;
  - l'écart favorable de 12,6 M\$ relatif à la portion monétaire liée à la charge de restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments ;
  - la diminution de 5,0 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Contrebalancés en partie par :

- l'écart défavorable de 111,2 M\$ de la variation des actifs et passifs d'exploitation hors trésorerie, expliquée principalement par les variations défavorables des impôts sur le bénéfice à payer et des stocks du secteur Télécommunications ;
- la hausse de 6,8 M\$ de la perte d'exploitation ajustée du siège social.

La hausse de la rentabilité des secteurs Télécommunications et Média, de même que la reconnaissance d'avantages fiscaux, ont eu un impact favorable au premier semestre 2017 sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies, tandis que la hausse du niveau des stocks du secteur Télécommunications a eu une incidence défavorable.

**Fonds de roulement** de 61,6 M\$ au 30 juin 2017, contre un fonds de roulement négatif de 429,9 M\$ au 31 décembre 2016, soit un écart favorable de 491,5 M\$ expliqué principalement par la hausse des espèces et quasi-espèces, dont l'impact de l'encaissement du produit de l'aliénation de la licence de spectre relative aux SSFE-1 au montant de 184,2 M\$, par l'inscription dans les actifs détenus en vue de la vente de la valeur comptable de 187,0 M\$ des licences de spectre sans fil dans les bandes de 2500 MHz et de 700 MHz vendues le 24 juillet 2017, de même que par la baisse des créditeurs, des charges, des provisions et des impôts à payer, contrebalancés en partie par l'impact de l'inscription dans les passifs à court terme de la valeur de rachat et de la valeur au pair des actions et du titre rachetés le 6 juillet 2017.

## **Investissement**

### *Deuxième trimestre 2017*

**Acquisitions d'immobilisations** de 154,4 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 203,3 M\$ à la même période de 2016, soit une diminution de 48,9 M\$ qui s'explique par la baisse des investissements dans 4Degrés Colocation et dans le réseau LTE.

**Acquisitions d'actifs incorporels** de 28,0 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 30,3 M\$ à la même période de 2016, soit une baisse de 2,3 M\$ principalement dans le secteur Télécommunications.

**Produit d'aliénation d'éléments d'actif** de 184,9 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 1,4 M\$ à la même période de 2016.

- Au deuxième trimestre 2017, Vidéotron a vendu à Rogers la licence de spectre relative aux SSFE-1 détenue dans la grande région de Toronto pour une contrepartie en espèces de 184,2 M\$.

**Acquisitions d'entreprises** de 0,2 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre des entrées de fonds de 0,2 M\$ à la même période de 2016.

### *Premier semestre 2017*

**Acquisitions d'immobilisations** de 322,7 M\$ au premier semestre 2017, contre 377,5 M\$ à la même période de 2016, soit une diminution de 54,8 M\$ qui s'explique par les mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse du deuxième trimestre 2017.

**Acquisitions d'actifs incorporels** de 63,1 M\$ au premier semestre 2017, contre 71,8 M\$ à la même période de 2016, soit une baisse de 8,7 M\$, principalement dans le secteur Télécommunications.

**Produit d'aliénation d'éléments d'actif** de 185,3 M\$ au premier semestre 2017, contre 1,8 M\$ à la même période de 2016, attribuable aux raisons évoquées dans l'analyse du deuxième trimestre 2017.

**Acquisitions d'entreprises** de 5,8 M\$ au premier semestre 2017, contre 119,1 M\$ à la même période de 2016.

- Au premier semestre 2017, les acquisitions d'entreprises s'expliquent principalement par les paiements du solde à payer de 5,6 M\$ dans le cadre de l'acquisition de Fibrenoire par le secteur Télécommunications.
- Au premier semestre 2016, les acquisitions d'entreprises s'expliquaient essentiellement par l'acquisition de Fibrenoire par le secteur Télécommunications.

**Dispositions d'entreprises** de 3,0 M\$ au premier semestre 2016, correspondant au solde du prix de vente des activités de commerce de détail de Groupe Archambault inc.

## **Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média**

*Deuxième trimestre 2017*

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média** de 161,5 M\$ au deuxième trimestre 2017, contre 19,8 M\$ à la même période de 2016 (tableau 7).

- Cet écart favorable de 141,7 M\$ s'explique principalement par :
  - l'augmentation de 90,6 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies ;
  - la diminution de 51,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

*Premier semestre 2017*

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média** de 114,4 M\$ au premier semestre 2017, contre 24,2 M\$ à la même période de 2016 (tableau 7).

- Cet écart favorable de 90,2 M\$ s'explique principalement par :
  - la diminution de 63,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels ;
  - l'augmentation de 26,8 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies.

### **Tableau 7**

#### **Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
<b>Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs</b>				
Télécommunications	217,4 \$	140,8 \$	399,5 \$	301,7 \$
Média	5,9	(1,6)	(4,1)	(19,8)
Sports et divertissement	(5,9)	(4,7)	(6,1)	(6,4)
Siège social de Québec Média	(3,9)	(4,7)	(11,5)	(6,3)
	<b>213,5</b>	129,8	<b>377,8</b>	269,2
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(71,2)	(72,2)	(140,6)	(145,3)
Portion monétaire liée à la charge de restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments	(11,8)	(6,1)	(0,9)	(14,0)
Impôts exigibles	(8,7)	(41,1)	(12,1)	(79,3)
Autres	1,9	1,2	3,2	2,7
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	<b>37,8</b>	8,2	<b>(113,0)</b>	(9,1)
<b>Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média</b>				
	<b>161,5 \$</b>	19,8 \$	<b>114,4 \$</b>	24,2 \$

**Tableau 8**

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de Québecor**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
<b>Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média présentés au tableau 7</b>	<b>161,5</b>	<b>\$ 19,8</b>	<b>114,4</b>	<b>\$ 24,2</b>
Éléments des flux de trésorerie du siège social de Québecor :				
Flux de trésorerie du secteur	0,1	(1,7)	(2,1)	(1,7)
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(6,0)	(6,1)	(11,9)	(12,2)
Portion monétaire liée à la charge de restructuration des activités d'exploitation, litiges et autres éléments	–	0,5	–	0,5
Autres	–	(0,6)	–	(0,6)
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(4,4)	(3,5)	(4,9)	2,4
	(10,3)	(11,4)	(18,9)	(11,6)
Plus l'acquisition d'immobilisations	154,4	203,3	322,7	377,5
Plus l'acquisition d'actifs incorporels	28,0	30,3	63,1	71,8
Moins les produits de l'aliénation d'éléments d'actif (exclusion faite des produits de l'aliénation de licences)	(0,7)	(1,4)	(1,1)	(1,8)
<b>Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de Québecor</b>	<b>332,9</b>	<b>\$ 240,6</b>	<b>480,2</b>	<b>\$ 460,1</b>

**Financement**

**Dette consolidée** (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en baisse de 176,4 M\$ au premier semestre 2017. Variation nette défavorable de 117,0 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au premier semestre 2017, la dette a diminué principalement pour les raisons suivantes :
  - le remboursement par Québecor Média, le 1<sup>er</sup> mai 2017, de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 325,0 M\$, émis le 5 janvier 2011 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,375 % et échéant le 15 janvier 2021, pour un prix de 102,458 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 31 mars 2017 ;
  - le remboursement par Vidéotron, le 5 janvier 2017 et le 1<sup>er</sup> mai 2017, d'un montant en capital global de 300,0 M\$ de ses billets de premier rang, émis le 5 juillet 2011 et en circulation, portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant le 15 juillet 2021, pour un prix de 103,438 % du montant nominal, conformément à des avis émis le 2 décembre 2016 et le 31 mars 2017 ;
  - le remboursement par Vidéotron de sa facilité de crédit garantie renouvelable pour un montant de 209,3 M\$ ;
  - l'incidence favorable du taux de change de 147,0 M\$. La baisse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été contrebalancée par une baisse de l'actif (ou une hausse du passif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisées sous « Instruments financiers dérivés » ;
  - les diminutions d'emprunts bancaires totalisant 18,9 M\$ par Vidéotron et Québecor Média ;
  - les remboursements courants totalisant 10,0 M\$ sur les facilités de crédit à terme de Vidéotron, de Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») et de Québecor Média.

- Au cours de la même période, les augmentations de la dette sont essentiellement attribuables à :
  - l'émission par Vidéotron, le 13 avril 2017, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 600,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5,125 % et échéant le 15 avril 2027, pour un produit net de 794,5 M\$, déduction faite des frais de financement de 9,9 M\$ ;
  - l'augmentation de 18,5 M\$ de la dette de Québecor ;
  - l'utilisation accrue par Groupe TVA de sa facilité de crédit garantie renouvelable et de ses emprunts bancaires pour un montant total de 13,5 M\$.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un actif net de 808,7 M\$ au 31 décembre 2016 à un actif net de 691,7 M\$ au 30 juin 2017, soit une variation nette défavorable de 117,0 M\$ expliquée principalement par :
  - l'écart défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.
 Contrebalancé en partie par :
  - l'impact favorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport aux États-Unis.
- Le 14 juillet 2017, Québecor a reçu un avis relatif à la conversion de débentures convertibles d'un montant nominal de 50,0 M\$ contre 2 077 922 actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B ») de Québecor. La Société a exercé son option de paiement en espèces. Le montant à payer en espèces le 6 septembre 2017 sera basé sur la moyenne des prix moyens quotidiens pondérés par le volume des actions catégorie B de Québecor, transigées à la Bourse de Toronto entre les 1<sup>er</sup> août 2017 et 29 août 2017.
- Le 6 juillet 2017, Québecor Média a racheté pour annulation 541 899 de ses actions ordinaires détenues par CDP Capital pour un prix d'achat global de 37,7 M\$, payable en espèces. À la même date, Québecor Média a également effectué le paiement d'un titre détenu par CDP Capital pour un montant de 6,2 M\$. À la suite de ces transactions, la participation de la Société dans Québecor Média est passée de 81,07 % à 81,53 %, tandis que celle de CDP Capital dans Québecor Média a diminué de 18,93 % à 18,47 %.
- Le 4 mai 2017, Vidéotron a transféré tous les engagements bancaires existants sous sa facilité de crédit renouvelable non garantie à sa facilité de crédit renouvelable garantie, faisant passer la taille de sa facilité de crédit garantie de 630,0 M\$ à 965,0 M\$ et mettant ainsi fin à sa facilité de crédit non garantie.

## **Situation financière**

**Liquidités disponibles nettes** de 1,45 G\$ au 30 juin 2017 pour Québecor Média et ses filiales détenues à part entière, soit des espèces et quasi-espèces de 183,2 M\$ et des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 1,27 G\$.

**Liquidités disponibles nettes** de 131,3 M\$ au 30 juin 2017 pour Québecor au niveau corporatif, soit des espèces et quasi-espèces de 0,3 M\$ et des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 131,0 M\$.

**Dette consolidée** (dette à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 5,51 G\$ au 30 juin 2017, soit une diminution de 176,4 M\$ par rapport au 31 décembre 2016. Variation nette défavorable de 117,0 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 3,35 G\$ de Vidéotron (3,17 G\$ au 31 décembre 2016), de 79,9 M\$ de Groupe TVA (69,1 M\$ au 31 décembre 2016), de 2,03 G\$ de Québecor Média (2,41 G\$ au 31 décembre 2016) et de 49,1 M\$ de Québecor (30,6 M\$ au 31 décembre 2016).

Au 30 juin 2017, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

**Tableau 9**  
**Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor**  
**Périodes de 12 mois terminées les 30 juin**  
(en millions de dollars canadiens)

2018	53,5	\$
2019	21,3	
2020	70,1	
2021	424,8	
2022	–	
2023 et ultérieurement	4 969,8	
<b>Total</b>	<b>5 539,5</b>	<b>\$</b>

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation, y compris des débentures convertibles, par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était environ de 6,6 années au 30 juin 2017 (6,1 années au 31 décembre 2016). Au 30 juin 2017, compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 87,1 % de titres à taux fixe (83,2 % au 31 décembre 2016) et de 12,9 % de titres à taux variable (16,8 % au 31 décembre 2016).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contribution conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes (ou de distribution de capital par Québecor Média). La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation ajusté). Au 30 juin 2017, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

#### **Dividendes déclarés**

Le 9 août 2017, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,055 \$ par action sur les actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 19 septembre 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 25 août 2017.

#### **Conseil d'administration**

Mentionnons que le conseil d'administration a reçu, le 7 août dernier, la démission de Geneviève Marcon, administratrice de la Société depuis 2012, administratrice de Québecor Média depuis 2013 et membre des comités des ressources humaines et de régie d'entreprise de ces deux entreprises. Le conseil souhaite la remercier d'avoir contribué, au cours des cinq dernières années, au succès de Québecor.

## Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2017

**Tableau 10**

### Bilan consolidé de Québecor

#### Analyse des principales variations entre les 30 juin 2017 et 31 décembre 2016

(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2017	31 déc. 2016	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<b>Actif</b>				
Espèces et quasi-espèces	187,4	22,3	165,1	\$ Encaissement du produit de l'aliénation de la licence de spectre relative aux SSFE-1
Impôts sur le bénéfice <sup>1</sup>	17,7	(28,3)	46,0	Reconnaissance d'avantages fiscaux
Immobilisations	3 597,6	3 605,1	(7,5)	Amortissement de la période net des acquisitions d'immobilisations sur une base d'exercice
Actifs incorporels <sup>2</sup>	1 130,8	1 224,0	(93,2)	Vente de la licence de spectre relative aux SSFE-1
Instruments financiers dérivés <sup>3</sup>	691,7	808,7	(117,0)	Cf. « Financement »
<b>Passif</b>				
Créditeurs et charges à payer	645,1	705,9	(60,8)	Incidence de la variation courante des activités
Provisions	31,7	69,3	(37,6)	Règlement de litiges
Dû lié à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	43,9	-	43,9	Rachat par Québecor Média de 541 899 de ses actions ordinaires et paiement d'un titre
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	5 511,2	5 687,6	(176,4)	Cf. « Financement »
Autres éléments du passif	614,5	516,2	98,3	Pertes sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles
Impôts différés <sup>4</sup>	549,9	544,9	5,0	Charges nettes d'impôts sur le bénéfice différés aux résultats et aux autres éléments du résultat global

<sup>1</sup> Actif à court terme moins le passif à court terme

<sup>2</sup> Incluant les actifs détenus en vue de la vente

<sup>3</sup> Actif à long terme moins le passif à long terme

<sup>4</sup> Passif à long terme moins l'actif à long terme

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 30 juin 2017, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, le remboursement de capital et d'intérêt sur les débentures convertibles, les paiements minimaux exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 11.

**Tableau 11**

#### Obligations contractuelles de Québecor au 30 juin 2017

(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme <sup>1</sup>	5 539,5	\$ 53,5	\$ 91,4	\$ 424,8	\$ 4 969,8
Débentures convertibles <sup>2</sup>	891,8	–	891,8	–	–
Paiements d'intérêts <sup>3</sup>	1 809,7	241,4	556,4	516,8	495,1
Contrats de location-exploitation	214,0	47,6	63,2	25,9	77,3
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	1 141,5	190,7	255,8	220,5	474,5
Instruments financiers dérivés <sup>4</sup>	(698,4)	(20,2)	0,9	(82,4)	(596,7)
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>8 898,1</b>	<b>\$ 513,0</b>	<b>\$ 1 859,5</b>	<b>\$ 1 105,6</b>	<b>\$ 5 420,0</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour comptabiliser les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

<sup>2</sup> Basé sur la valeur du marché au 30 juin 2017 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher de 19,25 \$ et d'un prix plafond de 24,0625 \$. La Société peut aussi racheter les débentures convertibles en émettant le nombre d'actions catégorie B correspondant.

<sup>3</sup> Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débentures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur et les taux d'intérêt des couvertures, et selon les taux de change des couvertures sur devises au 30 juin 2017.

<sup>4</sup> Estimation des encaissements futurs, déduction faite des déboursés futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

### Transactions entre parties liées

Au cours du deuxième trimestre 2017, la Société a effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 0,2 M\$ (0,6 M\$ à la même période de 2016).

Au cours du premier semestre 2017, la Société a effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 0,9 M\$ (1,6 M\$ à la même période de 2016).



## Capital-actions

Conformément aux exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 12 présente les données du capital-actions de la Société au 25 juillet 2017. De plus, 440 000 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 25 juillet 2017.

**Tableau 12**

### Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 25 juillet 2017	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	38 745 872	8,6 \$
Actions catégorie B	82 087 692	310,8

Le 3 août 2016, le conseil d'administration de Québecor a autorisé le renouvellement du programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 500 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 2 000 000 actions catégorie B représentant environ 2,4 % des actions catégorie B émises et en circulation au 3 août 2016. Les rachats peuvent être effectués entre les 15 août 2016 et 14 août 2017, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 9 août 2017, le conseil d'administration de Québecor a autorisé le renouvellement du programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 500 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 2 000 000 actions catégorie B représentant environ 2,4 % des actions catégorie B émises et en circulation au 1<sup>er</sup> août 2017. Les rachats peuvent être effectués entre les 15 août 2017 et 14 août 2018, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Au cours du premier semestre 2017, la Société a racheté et annulé 720 800 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 29,3 M\$ (109 600 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 3,6 M\$ au premier semestre 2016). L'excédent de 26,6 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis (3,2 M\$ au premier semestre 2016).

## Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des débiteurs, des placements à long terme, des dettes bancaires, des crédettes et charges à payer, des dettes à long terme, des débiteurs convertibles et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars canadiens les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêt et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable et iii) pour fixer la valeur de certains instruments financiers dérivés par le biais d'opérations de compensation. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés aux 30 juin 2017 et 31 décembre 2016 sont les suivantes :

**Tableau 13**

**Juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés**

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Dette à long terme<sup>1, 2</sup></b>	<b>(5 539,5)</b>	<b>\$ (5 839,6)</b>	<b>(5 700,8)</b>	<b>\$ (5 866,6)</b>
<b>Débetures convertibles<sup>3</sup></b>	<b>(893,3)</b>	<b>(893,3)</b>	<b>(780,0)</b>	<b>(780,0)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Options de règlement anticipé	–	–	0,4	0,4
Contrats de change à terme <sup>4</sup>	(4,1)	(4,1)	2,5	2,5
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(0,1)	(0,1)	(0,3)	(0,3)
Ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt <sup>4</sup>	<b>695,9</b>	<b>695,9</b>	<b>806,5</b>	<b>806,5</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements de la juste valeur de la dette à long terme liée au risque de taux d'intérêt couvert, aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

<sup>2</sup> La juste valeur de la dette à long terme exclut la juste valeur des options de règlement anticipé présentée séparément dans le tableau.

<sup>3</sup> La valeur comptable et la juste valeur des débetures convertibles sont composées du capital initial et de la valeur des caractéristiques de conversion, au prix plafond et au prix plancher, comptabilisés comme dérivés incorporés.

<sup>4</sup> La valeur des contrats de change à terme utilisés pour fixer la valeur des positions de couverture existantes est déduite de la valeur des instruments financiers ainsi compensés.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débetures convertibles est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé comptabilisée comme des dérivés incorporés et des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation et les taux d'intérêt et les primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

Les pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers pour les deuxièmes trimestres et premiers semestres 2017 et 2016 sont résumés dans le tableau 14.

**Tableau 14****Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Perte sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles	37,9 \$	57,7 \$	110,6 \$	49,9 \$
Perte (gain) sur la tranche inefficace des couvertures de la juste valeur	1,2	(1,3)	1,5	(0,1)
Perte sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie	-	-	-	0,1
Gain sur les dérivés incorporés liés aux dettes à long terme	-	-	(0,6)	(0,1)
	<b>39,1 \$</b>	<b>56,4 \$</b>	<b>111,5 \$</b>	<b>49,8 \$</b>

Des gains de 40,3 M\$ et de 28,0 M\$ ont été comptabilisés, respectivement au deuxième trimestre 2017 et au premier semestre 2017, aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (gains de 36,1 M\$ et de 46,2 M\$, respectivement au deuxième trimestre 2016 et au premier semestre 2016).

**Contrôles et procédures**

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2017, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

**Renseignements supplémentaires**

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

**Mise en garde concernant l'information prospective**

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;

- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement du réseau de Québecor Média ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'incapacité à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution numérique, d'accès Internet, de téléphonie et de Club illico, ainsi que la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <[www.sedar.com](http://www.sedar.com)> et à <[www.quebecor.com](http://www.quebecor.com)>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 10 août 2017 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 10 août 2017

# QUÉBECOR INC.

## SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2017		2016			2015		
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
<b>Revenus</b>	<b>1 032,1 \$</b>	996,4 \$	1 050,4 \$	998,3 \$	992,5 \$	975,4 \$	1 023,5 \$	974,5 \$
<b>Bénéfice d'exploitation ajusté</b>	<b>395,3</b>	365,1	389,3	389,8	360,3	354,7	360,8	391,4
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	<b>83,2</b>	70,9	84,7	83,2	69,9	67,7	58,0	74,0
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	<b>(36,2)</b>	(72,5)	50,0	(68,2)	(57,0)	6,8	(85,5)	51,1
Éléments inhabituels	<b>78,6</b>	1,4	(11,4)	(23,3)	(3,1)	(4,6)	(6,6)	(38,1)
Activités abandonnées	<b>6,8</b>	-	-	-	-	-	(0,7)	(1,9)
<b>Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires</b>	<b>132,4</b>	(0,2)	123,3	(8,3)	9,8	69,9	(34,8)	85,1
<b>Données de base par action</b>								
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	<b>0,69 \$</b>	0,58 \$	0,69 \$	0,68 \$	0,57 \$	0,55 \$	0,47 \$	0,60 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	<b>(0,30)</b>	(0,59)	0,41	(0,56)	(0,47)	0,06	(0,70)	0,42
Éléments inhabituels	<b>0,64</b>	0,01	(0,09)	(0,19)	(0,02)	(0,04)	(0,05)	(0,31)
Activités abandonnées	<b>0,06</b>	-	-	-	-	-	-	(0,02)
<b>Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires</b>	<b>1,09</b>	-	1,01	(0,07)	0,08	0,57	(0,28)	0,69
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	<b>121,4</b>	121,6	122,1	122,3	122,4	122,5	122,5	122,7
<b>Données diluées par action</b>								
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	<b>0,62 \$</b>	0,52 \$	0,62 \$	0,61 \$	0,51 \$	0,50 \$	0,43 \$	0,54 \$
Impact de la dilution	<b>0,07</b>	0,06	-	0,07	0,06	-	0,04	-
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	<b>(0,30)</b>	(0,59)	-	(0,56)	(0,47)	(0,01)	(0,70)	-
Éléments inhabituels	<b>0,64</b>	0,01	(0,08)	(0,19)	(0,02)	(0,03)	(0,05)	(0,27)
Activités abandonnées	<b>0,06</b>	-	-	-	-	-	-	(0,01)
<b>Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires</b>	<b>1,09</b>	-	0,54	(0,07)	0,08	0,46	(0,28)	0,26
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	<b>121,6</b>	121,6	143,3	122,3	122,8	143,6	122,5	143,7